



SAINT-BRIEUC le 14 février 2012

## **SUD-Éducation a refusé de siéger au Comité départemental de l'Éducation Nationale le Mardi 14 février**

Alors même que les instances de l'Éducation nationale (Rectorat, Inspection d'académie) nous assurent régulièrement de leur attachement au paritarisme, et que celles de l'État nous clament qu'elles sont à l'écoute du dialogue social, les pratiques des autorités sont bien différentes de ce qui est affirmé.

Vendredi 10 février, une délégation de 5 syndicats de l'éducation, de parents d'élèves d'écoles touchées par une fermeture de classe et d'élus a été reçue par le directeur de cabinet du Préfet. A cette occasion a été demandé le report du CDEN (comité départemental de l'Éducation Nationale), du fait de l'absence du nouveau Préfet. Cette demande ayant été rejetée, le CDEN s'est tenu ce matin 14 février 2012. Voilà encore un exemple du mépris dans lequel sont tenus les citoyens qui depuis des semaines manifestent leur mécontentement devant les mesures de carte scolaire qui touchent les Côtes-d'Armor, comme les autres départements.

De toute façon, le CDEN est seulement consultatif. Il « peut être consulté et émettre des vœux », ça veut tout dire. Face à des autorités de l'État (Préfet, Inspecteur d'Académie) dont la seule mission est de faire respecter les directives du gouvernement, qui lui même ne cherche qu'à récupérer des postes, aucune illusion à se faire.

Les ouvertures/fermetures se négocient à la marge, mais toute ouverture se traduit par une fermeture ou par une suppression de poste, dans ce contexte de réduction budgétaire à tout prix. Et en ce qui concerne la carte scolaire, le CDEN ne fait qu'écouter et enregistrer les décisions. Après certes avoir entendu les critiques, Inspecteur d'Académie et représentant du Préfet s'assoieront dessus.

Plus que jamais, ce sont les luttes collectives qui pourront faire reculer ce gouvernement !

**Pour protester contre ce mépris institutionnel, et réaffirmer le rejet des suppressions de postes, SUD-Éducation n'a pas siégé ce jour au CDEN, et appelle les citoyens à refuser la casse du service public d'Éducation.**